

# LE TEMPS

21.05.2019, propos recueillis par St. Bussard

Il y a danger des pesticides pris séparément. Et celui, nettement moins étudié, qu'ils représentent en formant des « cocktails ». Baskut Tuncak.

Baskut Tuncak a travaillé pour des entreprises pharmaceutiques et de biotechnologie, notamment en tant que chimiste. Docteur en droit de l'université de Seattle, il a le profil idéal pour occuper, depuis 2014, la fonction de rapporteur spécial de l'ONU sur les substances toxiques et les droits humains. Il fait le point après la condamnation récente de Monsanto, qui devra déboursier 2 milliards de dollars pour un couple de septuagénaire atteint d'un cancer en raison de l'utilisation d'un pesticide, le Roundup.

*La condamnation de Monsanto représente-t-elle, selon vous, un tournant?*

Clairement. Au cours des dernières décennies, nous avons assisté à une incroyable accélération, surtout dans les pays en voie de développement, en ce qui concerne l'utilisation des pesticides pour la production d'huile de palme, de tabac, de coton, de maïs et de soja. Qu'il s'agisse du glyphosate ou du chlorpyrifos, qui vient d'être interdit en Californie, ces substances sont très dangereuses pour les travailleurs et les enfants qui y seraient exposés. On sait par exemple aujourd'hui que ces derniers pourraient, lors de leur développement, souffrir de lésions neurologiques causées par exemple par le chlorpyrifos. Aux Etats-Unis, l'eau dans les zones agricoles a été fortement contaminée par l'atrazine, un pesticide très utilisé dans le monde. Les gens prennent désormais conscience des risques et ne sont plus prêts à y être exposés.

*Quel est votre regard sur le pesticide Roundup?*

Je n'ai pas, à ce stade, d'opinion définitive sur les risques de cancer que pose ce pesticide. Je suis toutefois frappé par le grand nombre d'avis différents émis sur la question qui viennent contredire ce qu'avancent les régulateurs censés nous protéger. Il en résulte un manque de confiance envers les agences gouvernementales. Les citoyens estiment avoir le droit de ne pas être exposés à ces pesticides dont on n'a pas la preuve irréfutable qu'ils sont inoffensifs. Le principe de précaution est du coup totalement pertinent. Nous sommes en train de passer beaucoup de temps à savoir quel est le niveau d'exposition adéquat. On devrait plutôt se demander si la moindre exposition est acceptable, si on peut la prévenir ou la minimiser.

Une étude de l'Institut national de la recherche agronomique alertait l'année dernière sur l'effet cocktail des pesticides, même à faible dose. N'est-ce pas là le vrai danger?

Absolument. C'est un fait: nous sommes encore trop focalisés sur les risques liés à chaque substance séparément. Or nous devrions aussi analyser l'interaction des pesticides, des polluants atmosphériques et des produits chimiques industriels présents dans la nourriture et l'eau. L'Union européenne a lancé plusieurs initiatives pour comprendre l'effet de ces cocktails dans notre corps. Oui, l'impact dépend du pesticide utilisé. Mais ne l'oublions pas, ces substances chimiques ont pour but de tuer des organismes vivants.

*Quels sont les pays les plus avancés en termes de régulation?*

L'Union européenne. A titre de comparaison, il y a plus de 80 pesticides interdits au sein de l'UE qui sont toujours autorisés outre-Atlantique. Aux Etats-Unis, la Californie a été très proactive, elle a ainsi interdit le chlorpyrifos alors que celui-ci est toujours autorisé en Europe. Dans les pays en voie de développement, le Sri Lanka a mis en place des politiques dans le but d'interdire des pesticides très toxiques comme le paraquat.

*Et qu'en est-il de la Suisse?*

La régulation européenne a une grande influence sur ce qui se passe en terres helvétiques. En Suisse, l'industrie a beaucoup de pouvoir et d'influence politique. Car même si l'Europe a été capable de renforcer les normes imposées aux multinationales, les sociétés suisses continuent d'exporter des pesticides interdits dans des pays en voie de développement. Pour éviter cela, il faudrait une coopération internationale bien plus forte. Mais nous n'avons pas les instruments nécessaires pour une régulation planétaire.

*L'affaire Roundup va-t-elle changer le comportement des multinationales?*

J'ai rencontré de nombreuses sociétés. A mes yeux, il n'y a qu'une multinationale de l'industrie chimique basée en Allemagne qui a accompli un travail raisonnable afin d'être en conformité avec les droits de l'homme. La réponse de l'industrie est clairement inadéquate. Pour elle, ce n'est pas du tout une priorité.

Plusieurs milliers de plaintes sont actuellement en cours. Quel pourrait être leur impact en termes d'indemnisations?

Si vous extrapolez les coûts que pourrait devoir assumer Monsanto, c'est astronomique. Je pense même que les multinationales de la chimie n'ont pas les ressources pour y faire face. Multipliez 2 milliards de dollars par 3000 ou 4000, vous pouvez imaginer le défi.

*Comment Syngenta, qui a récemment été accusée de vendre au Brésil des pesticides interdits en Suisse, se défend-elle?*

J'ai rencontré Syngenta lors d'une mission au Royaume-Uni. La société a une usine qui produit du paraquat pour l'exportation vers des pays ayant une régulation minimale. Or c'est un pesticide qui pose des risques sanitaires en cas d'exposition prolongée au produit, comme la maladie de Parkinson. Les réponses que j'ai reçues de Syngenta sont insatisfaisantes. La multinationale continue de me dire qu'elle répond à la demande d'agriculteurs de certains pays. Mais elle ne fait pas ce qui est nécessaire pour trouver des produits alternatifs à des pesticides très dangereux. Or le Protocole de Montréal montre qu'il est possible de développer des alternatives. L'UE elle-même a dressé une liste de plusieurs dizaines de produits alternatifs.

Les avertissements de la biologiste américaine Rachel Carson, qui soulignait il y a déjà cinquante ans les dangers de certaines substances absorbées par l'organisme, n'ont pas suffi...

Ce que Rachel Carson a écrit en 1962 dans son livre Printemps silencieux est en effet toujours très pertinent. Aujourd'hui pourtant, on en débat encore. Or plus on a d'informations à leur sujet, plus ces substances chimiques semblent dangereuses.

*Vous êtes rapporteur spécial de l'ONU sur les substances toxiques. Où en est le débat sur le plan des droits humains?*

Certains avancent que les pesticides sont nécessaires pour garantir le droit à l'alimentation. Mais les droits humains sont indivisibles. Il n'est pas possible de préférer le droit à l'alimentation au droit à la vie ou à la santé.